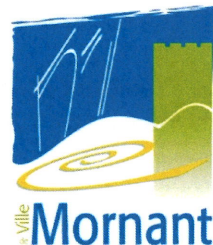




Syndicat mixte pour la Station d'Epuración de Givors



REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE DU SYSEG N° 2025-40

**AUTORISANT LE DEVERSEMENT DES EAUX USEES AUTRES
QUE DOMESTIQUES DANS LE RESEAU PUBLIC
D'ASSAINISSEMENT DU SYSEG**

Pris en application de l'article L.1331-10 du Code de la Santé Publique

Société bénéficiaire :

AUTOCARS MAISONNEUVE

71 rue Barthélemy Thimonier
69440 MORNANT

N° SIRET : 31538486700158

**Le Président du SYSEG,
Le Maire de MORNANT,**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier ses articles L 2224-7 et suivants, et articles D2224-5-1 à R2224-22-6 ;

Vu le Code de la Santé Publique, et en particulier ses articles L 1331-1 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement, et en particulier ses articles R 211-11-1 et suivants relatifs au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, dans sa version du 31 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté du 20 avril 2005 relatif au programme national d'action contre la pollution des milieux aquatiques par certaines substances dangereuses ;

Vu l'arrêté préfectoral n°DDT_SEN_2019_08_01_B84 portant autorisation au titre de l'article L.181-1 du code de l'environnement concernant le système d'assainissement de l'agglomération de Givors relevant du SYSEG ;

Vu le règlement du service public de l'assainissement collectif du SYSEG ;

Vu la délibération du comité syndical n°2023-26 en date du 25 septembre 2023 relative à la mise en œuvre des autorisations et conventions spéciales de déversement des effluents non domestiques dans les réseaux publics d'assainissement ;

ARRENTENT

ARTICLE 1 : OBJET DE L'AUTORISATION

L'Etablissement **AUTOCARS MAISONNEUVE**, sis 71 rue Barthélemy Thimonier - 69440 MORNANT est autorisé, dans les conditions fixées par le présent arrêté, à déverser ses eaux usées, ainsi que ses eaux pluviales, dans le réseau public d'assainissement du SYSEG.

Ses effluents sont issus de diverses activités précisées à l'article 2.

ARTICLE 2 : CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT ET DE SES ACTIVITES

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'établissement à chaque changement de procédé de fabrication ou au moment de chaque réexamen de l'autorisation.

L'activité principale de l'Etablissement **AUTOCARS MAISONNEUVE** est « Autres transports routiers de voyageurs » (code NAF 4939B).

Les différentes activités recensées sur l'ensemble des parcelles occupées par l'établissement sont les suivantes :

- Parking extérieur pour autocars et véhicules divers
- Garage couvert pour autocars et véhicules divers
- Atelier mécanique

- Aire de lavage extérieure des autocars
- Station de stockage et distribution de carburants

ARTICLE 3 : ALIMENTATION EN EAU

L'établissement dispose d'un contrat de fourniture d'eau potable à partir du réseau public du Syndicat d'alimentation en eau potable SIMIMO, à partir de 2 branchements avec compteurs. A titre indicatif, les consommations d'eau potable annuelles en 2022, 2023 et 2024 étaient les suivantes :

	2022	2023	2024
Compteur D11KD062163 – DN30 pour bâtiments administratifs, garage, atelier	131 m ³	174 m ³	171 m ³
Compteur n° I11KA110544 – DN15 Pour aire de lavage	652 m ³	540 m ³	680 m ³

ARTICLE 4 : EFFLUENTS GENERES PAR L'ETABLISSEMENT

A l'heure de la rédaction du présent arrêté, l'établissement ne dispose pas de plans des réseaux de collecte des eaux usées et eaux pluviales. Les éléments suivants sont issus de la visite du site par le SYSEG et son délégataire, et sont à confirmer avec la réalisation de plans à jour telle que demandée en annexe.

4.1. EAUX USEES DOMESTIQUES

L'Etablissement génère des eaux usées domestiques, issues des installations présentes au sein de différents bâtiments (installations sanitaires et réfectoire...).

4.2. EAUX USEES AUTRES QUE DOMESTIQUES

L'Etablissement génère des eaux usées autres que domestiques, issues des activités suivantes :

- Atelier mécanique
- Aire de lavage extérieure des autocars
- Station de stockage et distribution de carburants

Ces eaux usées autres que domestiques sont déversées dans le réseau public d'assainissement séparatif du SYSEG après prétraitement dans plusieurs séparateurs à hydrocarbures.

4.3. EAUX PLUVIALES / DE RUISSELLEMENT

Les eaux pluviales de toitures sont *a priori* raccordées au réseau Eaux pluviales de la COPAMO passant par le terrain de l'entreprise.

Les eaux pluviales des voiries, issues du ruissellement au niveau de la zone de parking, de l'aire de lavage extérieure et de la station de distribution de carburant sont des eaux pluviales susceptibles d'être polluées et sont *a priori* rejetées au réseau eaux usées du SYSEG.

4.4. LOCALISATION DES POINTS DE RACCORDEMENT

Un réseau de collecte des eaux usées (EU) privé permet de collecter les différents effluents (au sud du bâtiment) :

- Eaux issues de l'atelier mécanique : séparateur d'hydrocarbures dédié puis connexion au réseau EU privé

- Eaux issues du garage couvert pour autocars (contenant également une ancienne aire de lavage aujourd'hui très peu utilisée mais encore en service) : séparateur d'hydrocarbures dédié puis connexion au réseau EU privé
- Eaux issues du ruissellement du parking et de l'aire de distribution de carburants : séparateur d'hydrocarbures dédié puis connexion au réseau EU privé (tracé incertain)

Coordonnées Lambert du branchement du réseau EU privé au réseau EU du SYSEG :
X : 833112 – Y : 6503550

- Eaux issues de l'aire de lavage des autocars, de la vidange des WC et du ruissellement de la voirie: séparateur d'hydrocarbures dédié puis connexion au réseau EU privé
- Coordonnées Lambert du branchement du réseau privé EU au réseau EU du SYSEG :
X : 833001 – Y :6503553 (emplacement supposé)

ARTICLE 5 : CARACTERISTIQUES DES REJETS

5.1. PRESCRIPTIONS GENERALES

Sans préjudice des lois et règlements en vigueur, l'établissement est soumis à l'application du règlement du service public de l'assainissement collectif et ses rejets autres que domestiques doivent respecter les prescriptions des articles dudit règlement. Les eaux déversées doivent :

- a) être neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5. A titre exceptionnel, en cas de neutralisation alcaline, le pH peut être compris entre 5,5 et 9,5 ;
- b) être ramenées à une température inférieure ou égale à 25°C ;
- c) ne pas contenir de matières ou substances susceptibles :
 - de porter atteinte à la santé du personnel qui travaille dans le système de collecte ou à la station d'épuration,
 - d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes,
 - d'entraver le fonctionnement de la station d'épuration des eaux usées, le traitement et la valorisation des boues,
 - d'être à l'origine de dommages à la flore ou à la faune aquatique, d'effets nuisibles sur la santé, ou d'une remise en cause d'usages existants (prélèvement pour l'adduction en eau potable, zones de baignade,...) à l'aval des points de déversement des collecteurs publics,
 - de dégager en égout, soit par elles-mêmes, soit après mélange avec d'autres effluents des gaz ou vapeurs dangereux, toxiques ou inflammables.
- d) être exemptes :
 - de composés cycliques hydroxylés et leurs dérivés halogénés,
 - d'hydrocarbures (essence, fuel, huile...), dérivés chlorés et solvants organiques,
 - de produits toxiques persistants ou bioaccumulables et de produits bactéricides.

L'effluent ne doit pas dépasser les valeurs limites admissibles suivantes :

Paramètre	Valeur limite sur un échantillon moyen 24h
DCO/DBO5	< 3
DCO	2 000 mg/l
DBO5	800 mg/l
MEST	600 mg/l

Paramètre	Valeur limite sur un échantillon moyen 24h
Azote global	150 mg/l
Phosphore total	50 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 mg/l
Substances Extractibles à l'Hexane (SEH)	150 mg/l
Arsenic total	0,10 mg/l
Cadmium total	0,2 mg/l
Chrome total	0,5 mg/l
Cuivre total	0,5 mg/l
Mercure total	0,05 mg/l
Nickel total	0,25 mg/l
Plomb total	0,5 mg/l
Zinc total	2 mg/l
Somme de 5 HAP :	
Fluoranthène	
Benzo (a) pyrène	
Benzo (b) fluoranthène	0,05 mg/l
Benzo (k) fluoranthène	
Benzo (g, h, i) perylène	
Phénols	0,3 mg/l

Les valeurs en concentration moyenne journalière correspondent à un échantillon moyen 24 h prélevé proportionnellement au débit rejeté. Les analyses sont effectuées par des méthodes normalisées par un laboratoire sous agrément COFRAC.

5.2. PRESCRIPTIONS PARTICULIERES

Au-delà des paramètres cités au point 5.1, l'établissement est également tenu de respecter des prescriptions particulières concernant d'autres paramètres définis en annexe 1.

Les prescriptions techniques particulières relatives à l'entretien des installations de prétraitement et de rétention sont indiquées en annexe 2 du présent arrêté.

ARTICLE 6 : GESTION DES REJETS NON CONFORMES

6.1. OBLIGATIONS DE L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement est responsable, à ses frais de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de cet arrêté d'autorisation. Le SYSEG se réserve le droit de demander à disposer d'analyses qualitatives et quantitatives. Le présent arrêté est subordonné à une mise en conformité de la part de l'établissement de ses installations existantes selon l'échéancier indiqué en annexe 3.

En cas d'événement susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par le présent arrêté, quelle qu'en soit la cause, la durée ou les conséquences envisageables ou en cas de déversement accidentel, l'établissement est tenu :

- a) d'avertir dans les plus brefs délais le SYSEG et son exploitant aux numéros de téléphone suivants :
 - SYSEG : 04 72 31 90 73
 - VEOLIA EAU (exploitant du système d'assainissement du SYSEG) : 09 69 32 34 58

- b) d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux usées (et d'eaux pluviales le cas échéant) si le dépassement fait peser un risque grave pour l'exploitation du système d'assainissement public ou pour le milieu naturel, ou sur demande du SYSEG ou de son exploitant,
- c) de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord du SYSEG pour une autre solution proposée par l'établissement,
- d) de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté,
- e) de prendre toutes mesures nécessaires pour régulariser la situation, au besoin en modifiant ses installations.

Il sera également envoyé un message écrit au SYSEG, à savoir un email aux deux adresses end@syseg.eu et syseg@syseg.eu ou un courrier au 262 Rue Barthélemy Thimonnier, 69530 Brignais, précisant :

- la personne en charge du dossier d'incident dans l'établissement,
- les caractéristiques qualitatives et quantitatives de l'effluent anormal qui a été rejeté dans le réseau d'assainissement,
- l'heure exacte du début de l'anomalie,
- le motif du rejet et les moyens mis en place pour y remédier.

6.2. CONTROLES PAR LE SYSEG

Le SYSEG et/ou son délégataire pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité. Les résultats seront communiqués par le SYSEG à l'établissement.

Toutefois, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seront mis à la charge de l'établissement sur la base des pièces justificatives produites par le SYSEG.

ARTICLE 7 : DECHETS GENERES PAR L'ACTIVITE

L'établissement AUTOCARS MAISONNEUVE doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour récupérer ses produits et éviter leur déversement dans le réseau public d'assainissement, dans le respect des prescriptions générales mentionnées à l'Article 4 du présent arrêté.

Les zones de stockage des produits chimiques et produits liquides usagés (huiles, solvants, hydrocarbures, etc.) doivent être mises sur rétention.

Les déchets liquides et solides doivent être séparés des eaux usées déversées au réseau public d'assainissement, stockés dans des bidons, fûts, containers ou bennes et éliminés.

L'établissement doit par ailleurs s'assurer que les déchets récupérés sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur, par un organisme spécialisé.

Il devra fournir au SYSEG, annuellement avant le 31 décembre de l'année en cours, les informations ou les certificats attestant du devenir des déchets issus de son activité (bordereaux de suivi des déchets, extraction issue de trackdechets.gouv.fr le cas échéant).

ARTICLE 8 : CONDITIONS FINANCIERES

En contrepartie du service rendu, l'établissement AUTOCARS MAISONNEUVE, dont le déversement des eaux usées est autorisé par le présent arrêté, est soumis au paiement de la redevance dont le tarif et les modalités de calcul sont fixés suivant le règlement du service public de l'assainissement collectif en vigueur.

ARTICLE 9 : DUREE DE L'AUTORISATION

Cette autorisation prend effet à partir de la date de sa notification au bénéficiaire. Elle est délivrée pour une période de **6 ans** à compter de cette date. Si l'établissement AUTOCARS MAISONNEUVE désire obtenir le renouvellement de cette autorisation, il devra en faire la demande au Président du SYSEG, par écrit, 3 mois au moins avant la date d'expiration du présent arrêté.

ARTICLE 10 : CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est délivrée dans le cadre des dispositions réglementaires portant sur la salubrité publique et la lutte contre la pollution des eaux.

Elle est accordée à titre personnel, précaire et révocable. En cas de cession ou de cessation d'activité, l'Etablissement devra en informer le Président du SYSEG.

Toute modification apportée par l'établissement, et de nature à entraîner un changement notable dans les conditions et les caractéristiques de rejet des effluents, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Président du SYSEG. Alors les dispositions du présent Arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

Si, à quelque époque que ce soit, les prescriptions applicables au service public d'assainissement venaient à être changées, notamment dans un but d'intérêt général ou par décision de l'administration chargée de la police de l'eau, les dispositions du présent Arrêté pourraient être, le cas échéant, modifiées d'une manière temporaire ou définitive.

En cas du non-respect des prescriptions dudit arrêté d'autorisation spéciale de déversement, il pourra être mis fin à l'autorisation. La fin de l'autorisation sera signalée par lettre recommandée adressée à l'ensemble des parties signataires de l'arrêté. L'autorisation prend fin dès réception du courrier par les parties signataires.

ARTICLE 11 : EXECUTION

L'établissement facilitera l'accès à ses installations aux agents du service d'assainissement du syndicat ou agissant pour son compte, pour leur permettre d'effectuer toute inspection ou prélèvement nécessaire à l'exercice de leur mission de contrôle du bon respect des termes du présent arrêté.

Les contraventions au présent Arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux lois.

Le destinataire de la présente décision, s'il désire la contester, peut saisir le Tribunal administratif de Lyon (184 rue Duguesclin - 69433 Lyon cedex 03 ou telerecours.fr) d'un recours contentieux dans les 2 mois à partir de la notification de la présente décision.

Il peut également saisir l'autorité compétente signataire d'un recours gracieux. Au terme d'un délai de 2 mois à compter de la réception dudit recours gracieux, le silence de l'autorité signataire vaut rejet implicite. Cette démarche prolonge le délai du recours devant le tribunal administratif qui doit alors être introduit dans les 2 mois suivant la réponse implicite ou explicite au recours gracieux.

Fait en un exemplaire original

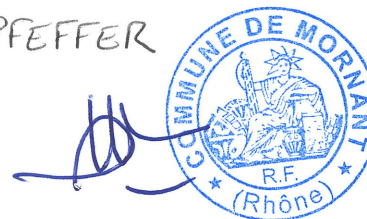
à Brignais, le 22 avril 2025

Le Président,



Le Maire,

Renaud PFEFFER



Destinataire de l'original :

- SYSEG

Transmission par voie dématérialisée à la préfecture du Rhône

Copie avec visa de la préfecture à :

- Entreprise
- Mairie de Mornant
- Délégué du SYSEG

ANNEXE 1

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES RELATIVES A LA QUALITE DES REJETS AU RESEAU PUBLIC D'ASSAINISSEMENT

Les effluents rejetés au réseau d'assainissement collectif ne sont pas assimilables à des eaux usées domestiques. Ils doivent par conséquent respecter les concentrations limites et flux limites admissibles suivants, en complément des paramètres identifiés au paragraphe 5.1 du présent arrêté :

Paramètre	Valeur limite sur un échantillon moyen 24h*
Aluminium	5 mg/l
Chrome hexavalent	0,10 mg/l
Cobalt	2 mg/l
Cyanure	0,10 mg/l
Etain	2 mg/l
Fer	5 mg/l
Fluor	15 mg/l
Magnésium	100 mg/l
Manganèse	1 mg/l
Sélénium	0,05 mg/l
PCB (somme des 7**)	0,05 mg/l
Détergents anioniques	10 mg/l
Détergents cationiques	10 mg/l
Détergents non-ioniques	10 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX)	2 mg/l
Chlore libre	1 mg/l
Chlorures totaux	500 mg/l
Ion fluorure (en F-)	15 mg/l
Nitrites	5 mg/l
Sulfures	0,5 mg/l
Sulfates	500 mg/l
Sulfites (SO ₃)	2 mg/l

*Analyses selon les normes en vigueur

** 7 PCB : 25+52+101+118+138+153+180

ANNEXE 2

PRESCRIPTIONS TECHNIQUES PARTICULIERES RELATIVES A L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS DE PRETRAITEMENT ET RETENTION

I. Inventaire

L'établissement a obligation de tenir à jour un inventaire des ouvrages de gestion des eaux du site (eaux prélevées, eaux de process, eaux pluviales, eaux usées). Un identifiant est affecté à chaque ouvrage. Ils sont localisés sur un plan. L'inventaire comprend a minima les caractéristiques suivantes (liste non exhaustive, fournie à titre d'exemple) :

- Ouvrages de prétraitement : localisation sur plan, identifiant, type (débourbeur strict, séparateur à hydrocarbures...), date de mise en service, modèle (marque, type, volume utile), présence d'une alarme trop-plein, date de la dernière vidange et quantité de déchets évacués ;
- Puits d'infiltration : localisation sur plan, identifiant, date de mise en service, volume utile, diamètre, profondeur, date du dernier curage ;
- Bassins de rétention : localisation sur plan, date de mise en service, volume total, volume réserve incendie, volume utile pour temps de pluie, date du dernier curage ;
- Systèmes de confinement (vannes) : localisation sur plan, identifiant, caractéristiques, maintenance, secteur confiné (sur plan).

II. Entretien

Compte-tenu de son activité et des caractéristiques de ses installations, l'établissement :

- a l'obligation de maintenir en permanence ses installations de prétraitement et récupération en bon état de fonctionnement ;
- doit s'assurer que les déchets récupérés par lesdites installations sont éliminés dans les conditions réglementaires en vigueur ;
- tient à jour un fichier de maintenance des ouvrages ;
- assure le curage des ouvrages de prétraitement (séparateurs à hydrocarbures et débourbeurs) lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile, ou à défaut au moins une fois par an ;
- assure le curage des matières décantées dans les ouvrages de rétention des eaux pluviales, suivant nécessité, avec un bilan annuel ;
- doit fournir au SYSEG une fois par an les résultats d'analyses et les informations ou les certificats correspondants, attestant de l'entretien régulier de ses installations de prétraitement/récupération.

Toute précaution devra être prise pour éviter toute fuite des sous-produits générés vers le réseau d'eaux pluviales lors de l'entretien des installations de prétraitement, vidange des cuves de rétention de produits chimiques, etc.

ANNEXE 3
MISE EN CONFORMITE DES REJETS

Le présent arrêté est subordonné de la part de l'établissement à une mise en conformité de ses installations existantes selon l'échéancier suivant :

Liste des points non-conformes	Mise en conformité demandée	Échéance de mise en conformité
Absence de plan des réseaux d'eaux à jour (eaux usées et eaux pluviales)	Faire établir un plan à jour des réseaux d'eau du site, intégrant l'ensemble des ouvrages ainsi que les points de rejet par un prestataire spécialisé (géomètre, bureau d'étude, etc.)	Avril 2026